

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2159

Edition du
27 mars 2017

DANS CE NUMÉRO

Stratégie énergétique 2050: d'abord un grand élan (Jean-Daniel Delley)

Premier article d'une série sur l'unique objet de la votation fédérale du 21 mai 2017

Ne pas ouvrir la boîte de Pandore (Jean-Pierre Ghelfi)

Fonds d'infrastructures: réponse à Samuel Bendahan

Journalisme «d'information»: nous sommes-nous fourvoyés? (Dominique von Burg)

A la recherche de la crédibilité perdue des médias journalistiques

Quand les Etats-Unis découvrent la TVA (Lucien Erard)

La politique fiscale protectionniste de Trump et RIE III

Les éditions Antipodes: le livre dans la cité (Françoise Gavillet)

Vingt ans de réussite éditoriale à l'ère du numérique

Stratégie énergétique 2050: d'abord un grand élan

Premier article d'une série sur l'unique objet de la votation fédérale du 21 mai 2017

Jean-Daniel Delley - 27 mars 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31267>

Six ans après la décision de principe d'abandonner le nucléaire, le peuple est appelé à se prononcer le 21 mai prochain sur une stratégie qui transforme la politique énergétique en vigueur jusqu'à présent. Mené dans un premier temps tambour battant, un rythme très inhabituel sous la coupole fédérale, le tournant énergétique va perdre ensuite de son élan, le temps de rallier des intérêts divergents, mais indispensables à la formation d'un soutien majoritaire.

Un regard sur les quatre dernières décennies montre à quel point les postulats énergétiques peuvent changer sous l'influence de l'opinion publique, des contraintes économiques et des possibilités techniques.

Ainsi la Conception globale de l'énergie de 1978 exprime une seule préoccupation, celle d'une production suffisante et centralisée pour répondre à une demande croissante. Dix ans plus tard, les scénarios en discussion laissent entrevoir un éventail de futurs énergétiques, y compris l'abandon du nucléaire. Mais reste privilégié celui qui mise sur le développement du parc nucléaire. Le 13 février 2011, c'est-à-dire un mois avant la catastrophe de Fukushima, une courte majorité du peuple bernois se prononce en faveur de la construction d'une

nouvelle centrale à Mühleberg.

Cette catastrophe va conduire à un revirement complet de la politique énergétique. Aussitôt, le département fédéral de l'énergie suspend la procédure d'examen des projets de nouvelles centrales nucléaires. Au mois de mai, le Conseil fédéral décide l'abandon progressif de l'énergie nucléaire. Il prend certes en compte l'émotion populaire suscitée par la fusion de trois des six réacteurs de la centrale japonaise. Mais sa décision repose également sur une considération économique: le nucléaire n'est plus concurrentiel face aux énergies renouvelables ([DP 1910](#)).

En 2011 toujours, le Parlement confirme le choix du gouvernement, contre l'avis de l'UDC qui persiste à miser sur l'atome. Le PLR se rallie à cet abandon après avoir obtenu que soient poursuivies les activités de recherche dans ce domaine. En octobre 2012 déjà, le Conseil fédéral met en consultation sa «*Stratégie énergétique 2050*». Neuf mois plus tard, il transmet au Parlement son [Message](#) et les textes de loi concrétisant cette stratégie.

L'abandon progressif du nucléaire exige tout à la fois de développer la production des énergies renouvelables et de réduire notre consommation.

Le Conseil fédéral fixe des objectifs chiffrés: moins 16% d'ici 2020 par rapport à 2000 pour la consommation globale d'énergie, moins 40% d'ici 2035; pour l'électricité, respectivement moins 3% et moins 13%. Quant aux énergies renouvelables, la production doit plus que doubler d'ici 2020 et plus que septupler d'ici 2035.

Pour atteindre les objectifs d'économie, le gouvernement mise sur une batterie de prescriptions concernant notamment les véhicules à moteur et les appareils électriques, ainsi que sur une politique active d'assainissement des bâtiments financée par un relèvement de la taxe sur le CO₂. L'encouragement de la production renouvelable passe en particulier par un prix de reprise garanti de l'électricité produite par les particuliers, une reprise au prix coûtant (RPC) qui doit inciter à l'investissement. La RPC, déjà en vigueur depuis 2008, ne constitue donc pas une nouveauté. Mais sa durée sera limitée à 15 ans et la taxe qui assure son financement devra passer de 0,45 à 2,3 centimes le kWh, de manière à donner une forte impulsion à la production renouvelable.

Sur la base de premier paquet de mesures, le Conseil fédéral estime que, d'ici 2020, la

construction d'une centrale à gaz sera nécessaire pour garantir la sécurité de l'approvisionnement.

Voilà pour la première étape du tournant énergétique. A partir de 2021, la seconde étape devrait voir disparaître progressivement ces mécanismes financiers au profit d'une réforme fiscale écologique, en clair des taxes d'incitation.

Le projet du Conseil fédéral rencontre un assez large soutien pour ce qui est des grandes options, mais les avis divergent sur les différentes mesures proposées. Cependant, [l'UDC](#) et le [PLR](#) s'opposent clairement au tournant énergétique, la première persistant à tabler sur la filière nucléaire, le second rejetant prescriptions et subventions au profit des mécanismes du marché.

Economiesuisse et plusieurs organisations économiques, notamment celles du secteur électrique, se rangent également dans les rangs des opposants, la première n'hésitant pas à prédire une [«catastrophe économique»](#) si la stratégie devait s'imposer.

Le décor est maintenant dressé et les acteurs en place. Reste à examiner ce qui reste de cette stratégie après son passage devant le Parlement.

Ne pas ouvrir la boîte de Pandore

Fonds d'infrastructures: réponse à Samuel Bendahan

Jean-Pierre Ghelfi - 22 mars 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31247>

La Banque nationale et les caisses de pension disposent de nombreuses centaines de milliards de francs, l'une pour gérer la valeur du franc, les autres pour assurer le versement de rentes. Elles suscitent des convoitises (DP 2158: [Infrastructures et compétence: la Suisse peut construire l'avenir](#), par Samuel Bendahan).

La revalorisation du franc est une constante de l'histoire économique de notre pays. L'étude de Jean-Christian Lambelet consacrée au franc fort (DP 2125) présente un graphique (p. 112) qui montre que notre monnaie enregistre, depuis 1820, une tendance générale, en valeur réelle (donc corrigée de l'inflation), de hausse de sa valeur. La

comparaison est faite par rapport à la livre sterling (monnaie dominante jusqu'à la deuxième guerre mondiale), au dollar et à l'euro. *«On a là, écrit l'auteur, une indication pertinente et documentée de l'amélioration constante de la compétitivité de l'économie suisse au fil des années, en fait sur deux siècles!»*

La problématique du franc fort n'est donc pas un phénomène récent. Cette évolution de très longue période a inclus de multiples crises et conflits. Elle n'a pas empêché notre pays, ses entreprises et ses habitants d'améliorer régulièrement leur situation matérielle au point que, comme nous le savons, la Suisse compte parmi les pays qui dispose actuellement d'un des plus hauts revenus moyens

par habitant.

Une monnaie toujours plus forte et une économie toujours plus performante sont deux caractéristiques apparemment contradictoires et incompatibles entre elles, puisqu'une monnaie surévaluée handicape le développement et la rentabilité des activités productives. D'où la question de savoir comment, au lieu de s'exclure, elles sont allées de pair?

La raison n'est certainement pas unique. Ce serait trop simple et trop beau! Sans doute faut-il aller voir du côté de ce qui fait la spécificité de notre pays.

La Suisse moderne, celle de 1848, a voulu éviter par-dessus

tout de confier son sort à une personne ou à une institution. Elle a veillé à répartir et diviser le pouvoir. Entre Confédération et cantons. Entre cantons et communes. Nulle part, elle n'a voulu de chef. Elle lui a préféré des collègues. Et le droit d'initiative a complété en 1891 le droit de référendum législatif introduit en 1874, pour parachever l'encadrement du Parlement.

C'est dire si, plus qu'aucun autre Etat passé et présent, elle a voulu que chaque personne s'assume pleinement. Ce n'est pas toujours simple ni facile. Mais, avec le recul, ces options ont été plutôt judicieuses. Chacun est donc responsable de soi et de ses choix, individuels et collectifs. Dialogue constant, logique et dialectique tout à la fois.

Devoir relever les défis

Cela s'observe et se retrouve aussi dans la vie économique. Le sens du travail, plus précisément du travail bien fait. Le sens de satisfaire le client, le sens de répondre aussi bien que possible à ses désirs, à ses attentes, et même à les anticiper. Le sens de l'épargne, et épargne dans tous les sens du mot. L'épargne de l'argent, bien évidemment. L'épargne des moyens à utiliser et à mettre en œuvre. L'épargne du pays et du paysage. L'épargne des ressources naturelles. Autant d'épargnes qui ne peuvent certes empêcher à l'occasion des dérives, des excès. Lesquels ne durent généralement pas trop

longtemps et ne vont habituellement pas trop loin. L'être humain étant ce qu'il est, il comporte sa part de bienfaits et de méfaits. La perfection est encore à inventer.

Est-ce excessif de considérer que ce pays, plus que d'autres, aime relever les défis? Aimer n'est probablement pas le terme le plus approprié. Accepter est peut-être plus adéquat. Ne pas baisser les bras n'est pas la conséquence de vertus particulières. Plutôt la prise de conscience qu'au fond la Suisse n'a pas vraiment le choix si elle entend vivre et prospérer. Les hausses subites de la valeur du franc, pour anciennes qu'elles soient, mettent à chaque fois à l'épreuve sa capacité à y faire face. Ce qu'elle a su faire jusqu'à présent.

Cela n'a jamais été tout simple. Même parfois compliqué et douloureux. Mais au total elle y est plutôt bien parvenue. Faut-il rechercher plus loin et ailleurs l'origine et la cause de ce processus «*d'amélioration constante de la productivité de l'économie suisse [...] sur deux siècles*» (pour reprendre une partie de la citation figurant plus haut)?

Une chose est sûre. On ne fera pas croire à un ou une citoyenne, travailleuse que quelque chose peut (pourrait) être gratuit, ou quasiment gratuit.

Depuis la crise des *subprimes* de 2007-2008, la déstabilisation du système financier international qui en a

découlé et la surévaluation du franc qui a suivi, la Banque nationale suisse a beau avoir accumulé près de sept cents milliards de francs et les caisses de pensions en posséder encore davantage (788 milliards à [fin 2015](#)), personne n'imagine qu'il puisse exister une solution magique et gratuite pour financer des investissements à la «*périphérie géographique de notre pays*» (S. Bendahan) qui pourrait contribuer d'une manière ou d'une autre à nous assurer un avenir radieux en termes d'emplois, de compétences professionnelles et d'infrastructures collectives.

Foire d'empoigne

Toutes nos excuses pour devoir considérer que ces idées, ces intentions, ces projets ont quelque chose de surréaliste. Voudrait-on ouvrir ce qui nous apparaît comme une boîte de Pandore que se déchaînerait instantanément une foire d'empoigne telle que le pays, et peut-être même aussi notre proche périphérie, s'en retrouveraient sens dessus dessous. Tous les appétits imaginables, et même ceux que l'on n'imagine pas, tant mercantiles que financiers, monteraient au front pour promouvoir chacun des projets meilleurs que les autres avec l'objectif tout à fait désintéressé de s'assurer au passage des pourboires en proportion des services bien rendus.

Et, enfin, comment ne pas être surpris que personne n'ait encore à ce jour eu l'idée de

défendre de tels plans, présentés comme allant de soi?

Peut-être est-ce dû au fait que la Suisse a un taux de chômage de 3,6% (février 2017), qui équivaut à une situation de quasi-plein emploi, que le plus gros du trop-plein de valeur du

franc a été digéré, que la reprise paraît se concrétiser dans la plupart des économies développées, que dans ces mêmes pays le renchérissement s'inscrit aux alentours de 2% et que les taux d'intérêt ont commencé ou ne vont pas tarder à remonter au

cours des prochains mois et de l'année à venir – chez nous aussi en fin de compte. Cette normalisation de la conjoncture avance à pas plus rapides que la mise en place suggérée de moyens de financement pour «gagner ainsi sur tous les plans»!

Journalisme «d'information»: nous sommes-nous fourvoyés?

A la recherche de la crédibilité perdue des médias journalistiques

Dominique von Burg - 25 mars 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31262>

«Lügenpresse» – «médiacratie» – «système politico-médiatique»... On pourrait multiplier ces termes, qui tous mettent en lumière la crise de crédibilité que vivent les médias et les journalistes.

Une crise aggravée par la multiplication des fausses nouvelles qui certes ont toujours existé, mais qui aujourd'hui se répandent comme des traînées de poudre sur les réseaux sociaux.

Et pourtant, les sociétés et les démocraties ont toujours besoin d'un journalisme crédible. Plus que jamais peut-être. D'abord pour établir les faits face aux «vérités alternatives» répandues sans vergogne par les Trump et leurs thuriféraires. Ensuite pour animer le débat public. Un débat public apparemment aussi vif que jamais à mesure qu'il s'étend sur les réseaux sociaux, mais également de plus en plus biaisé pour la

même raison. En effet, par la grâce des «like» et des algorithmes, on tend à n'échanger plus qu'entre «coreligionnaires». Les opinions se renforcent, elles ne s'affrontent plus.

Mais comment nous autres journalistes en sommes-nous arrivés à cette perte de crédibilité? Quelles erreurs avons-nous commises? Et comment regagner cette crédibilité pour répondre aux attentes? Qu'on me permette, modestement, d'apporter ma contribution à cet ample débat.

Pour nombre de journalistes de ma génération, les journaux et médias audiovisuels d'information ont représenté le modèle à suivre. Par rapport à la presse d'opinion, autrefois dominante, ils étaient perçus comme un vrai progrès. Comme la manifestation de la volonté des journalistes d'établir et de commenter les faits sans *a priori*. Certes, nous

ne prétendions pas à l'objectivité – notion philosophique plus que journalistique – mais notre absence de parti-pris garantissait un journalisme plus crédible que celui des feuilles radicales, conservatrices ou socialistes de naguère. Il faut rappeler aussi qu'à l'époque, les médias classiques étaient seuls à pouvoir s'adresser au grand public. Raison pour laquelle une certaine retenue avait du sens.

Mais aujourd'hui, ne doit-on pas constater que nous nous sommes fourvoyés? La posture même du journaliste au-dessus de la mêlée et des opinions n'a-t-elle pas fini par alimenter l'image du journaliste donneur de leçons? Nous ne voulions plus dire au public comment penser, fort bien. Mais n'est-ce pas notre prétention à la neutralité qui aujourd'hui n'est plus crédible? Chacun est légitimé à s'exprimer

publiquement, la subjectivité fait partie du jeu. Le journaliste aussi a son histoire, son point de vue. (A propos du «*retour des médias d'opinion*», écouter l'excellente interview de [Benôit Grevisse](#) dans *Tribu* sur la RTS.)

N'avons-nous pas confondu une prétendue neutralité avec l'obligation déontologique d'aller au fond des choses, de manière dépassionnée? N'ayons pas peur d'assumer notre subjectivité, ne craignons pas d'écrire à la première personne. Non pas pour imposer nos opinions. Mais pour exposer comment nous enquêtons. Comment nous confrontons les données factuelles, les opinions. Comment nous réagissons à la découverte des réalités et des témoignages que nous recueillons. Comment peut évoluer notre opinion propre.

Il nous faut résolument

privilegier le journalisme de terrain. Tourner le dos à un journalisme institutionnel auquel nous avons trop souvent succombé, qui résulte surtout de notre trop grande proximité avec les décideurs. Ces décideurs, circonstance aggravante, qui pratiquent avec toujours plus de *maestria* l'art de la communication, dont un des objectifs est d'empêcher une recherche indépendante de la vérité. Plus nous pratiquerons un tel journalisme institutionnel, et plus le public nous percevra comme les simples relais, pour ne pas dire les complices, des pouvoirs en place.

La reconquête de notre crédibilité passera donc par un journalisme d'enquête résolument critique à l'encontre des pouvoirs. Et par un journalisme de terrain à la recherche des réalités de la vie des gens. Des enquêtes et des reportages effectués par des

journalistes qui ne se mettent pas au-dessus du lot, qui assument leur subjectivité.

Mais un tel journalisme est exigeant. Il demande du temps et des moyens, de la profondeur et du suivi. Des bases indispensables qui sont en train de disparaître. Les journalistes spécialisés ne sont plus rémunérés à la hauteur de leur travail et sont obligés de faire de l'alimentaire, parfois au mépris de leur déontologie. Quant aux rédactions, leurs effectifs fondent comme neige au soleil, et chacun doit y parer au plus pressé.

C'est tout le paradoxe. Au moment où les médias journalistiques doivent regagner leur crédibilité, ils refusent ou sont incapables de s'en donner les moyens. La crise du journalisme d'information sera-t-elle finalement celle du journalisme tout court?

Quand les Etats-Unis découvrent la TVA

La politique fiscale protectionniste de Trump et RIE III

Lucien Erard - 23 mars 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31256>

«*America first*»: [la révolution fiscale](#) annoncée par les Républicains colle parfaitement avec le cri de guerre de Donald Trump. Elle exprime en effet une politique protectionniste censée réduire le déficit commercial des Etats-Unis.

Du débat sur la réforme de la

fiscalité outre-Atlantique, on a surtout retenu que le taux d'imposition des entreprises allait passer de 35 à 20%. Mais le mécanisme proposé constitue en réalité une véritable révolution. A l'avenir, la taxation des entreprises ne portera plus sur le bénéficiaire mais sur le *cashflow*, à savoir le

chiffre d'affaires diminué des dépenses d'exploitation, y compris les salaires, et des dépenses d'investissement. D'où son appellation *Destination-Based Cash Flow Tax* (DBCFT). De par son analogie avec la TVA, on lui a collé l'étiquette de «*taxe au profit ajouté*» (TPA).

L'impôt ne serait prélevé que sur les ventes de produits et de services à l'intérieur des USA et ne frapperait pas les exportations. L'objectif est clairement de favoriser les investissements dans le pays ainsi que les exportations et, dans le même temps, de pénaliser les importations. De plus, l'exonération prévue des profits réalisés à l'étranger devrait inciter les multinationales américaines à rapatrier leurs bénéfices accumulés hors des Etats-Unis - quelque 2100 milliards de dollars - pour échapper au fisc américain. Si le taux d'imposition tombe à 0%, il deviendrait dès lors intéressant pour ces multinationales de quitter les pays qui leur offrent actuellement des taux très attractifs, par exemple l'Irlande.

Même si la majorité républicaine pourrait imposer cette réforme, cette dernière est encore loin d'être sous toit. Les pertes fiscales qu'elle provoquerait restent à chiffrer et les mesures de rétorsion des partenaires commerciaux des Etats-Unis à évaluer. Par ailleurs, la baisse importante de l'imposition des entreprises qu'elle provoquerait risque de ne pas provoquer les effets attendus. En effet, le système fiscal actuel permet à nombre d'entreprises de ne payer que très partiellement l'impôt qu'elles devraient théoriquement supporter: de 2007 à 2011 le [taux effectif moyen](#) de l'impôt sur la société s'est élevé à 22 % seulement.

La [balance commerciale](#) de la Suisse avec les Etats-Unis

présente un excédent régulier. C'est dire que les exportateurs helvétiques doivent craindre cette réforme. Les principaux d'entre eux détiennent presque tous des unités de production sur le sol américain et pourraient y transférer leurs activités destinées à ce marché. Tel n'est pas le cas des PME qui seraient les premières lésées par cette politique protectionniste. De plus, le traitement fiscal privilégiant la valeur ajoutée sur le territoire américain risque de rendre beaucoup moins attractives les niches helvétiques précisément conçues pour capter ces bénéfices. Toutes ces incertitudes - rien n'est encore décidé outre-Atlantique - rendent d'autant plus difficile la reformulation de la réforme de la fiscalité des entreprises (RIE III).

Les éditions Antipodes: le livre dans la cité

Vingt ans de réussite éditoriale à l'ère du numérique

Françoise Gavillet - 21 mars 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31241>

Le premier livre publié par les [éditions Antipodes](#), au printemps 1995, fut un petit volume au format de carnet (10×15 cm), intitulé à *Lausanne, autrement*. Une couverture soignée, reproduction partielle d'un plan de Lausanne datant de 1664, et un contenu original, le recensement «*de lieux alternatifs, de ces espaces où se vivifie une culture*

différente: terreau de changement social». On y trouve, entre autres, avec coordonnées et brève présentation, des associations de gauche, des lieux culturels et militants, des groupes politiques, des librairies et maisons d'édition. Dès l'origine, une publication à valeur d'engagement.

Les éditions Antipodes ont été créées par Claude Pahud.

L'univers professionnel de l'éditeur a toujours été celui de l'écrit et des livres. Il a d'abord travaillé pendant une douzaine d'années dans la librairie autogérée et alternative [Basta](#). En 1995, il crée sa propre maison d'édition. Dans les premiers temps, jusqu'en 1999, il partage son temps entre son activité d'éditeur et la coresponsabilité de la rédaction de *Domaine Public*

(en duo avec Géraldine Savary).

Des publications scientifiques et critiques

Dès le début de ses activités d'éditeur, Claude Pahud a affirmé la valeur de modèle à ses yeux des [Editions d'En Bas](#), et maintenu un lien privilégié avec Basta Il revendique d'emblée tant l'exigence de qualité intellectuelle que l'engagement politique clair de ses choix éditoriaux: «*Notre ligne éditoriale privilégie des textes qui sont solides scientifiquement et critiques, qui dévoilent ce qui n'apparaît pas dans les discours officiels, ce qui est 'enfumé' par les propos convenus, le prêt-à-penser et les mythes: des enjeux de pouvoir, des intérêts financiers, des inégalités, des injustices. Nous trouvons essentiel de constituer un catalogue qui soit explicite et cohérent.*»

Au cours des ans, cette double exigence d'engagement et d'excellence va trouver sa réalisation dans la constitution d'un catalogue riche et cohérent.

A cela s'ajoute, dès l'origine, un goût affirmé de la diversité, de l'inattendu, de la liberté de création. Il suffit pour s'en convaincre d'égrener les titres des premiers textes publiés par Antipodes, après le volume inaugural: un recueil de poèmes de Marius Daniel Popescu, puis *La Cuisine distinguée*, un choix d'articles culinaires à tonalité littéraire parus dans la revue [La](#)

[Distinction](#) (coédition). Et peu après, en 1997, la publication du pamphlet de Charles E. Racine, *L'Imposture ou la fausse monnaie. Un essai de critique littéraire: les romans de Jacques Chessex*. Le texte fit grand bruit loin à la ronde, encore amplifié par la violente réplique du romancier Prix Goncourt, [Avez-vous déjà giflé un rat?](#) Très tôt, un brusque coup de projecteur pour Antipodes.

Choix éditoriaux

Indépendamment de ces débuts tonitruants, les intérêts de Claude Pahud (et sa formation) le dirigeaient d'emblée vers l'édition de textes de sciences sociales.

En développant des liens avec l'Université de Lausanne, et la Faculté des SSP en particulier, les Editions Antipodes se mettent à publier des travaux universitaires en sociologie, anthropologie, sciences politiques, histoire, philosophie. Ce partenariat trouvera assez rapidement son assise et son rythme de croisière.

A ce socle d'ouvrages universitaires viennent s'ajouter peu à peu, au gré des goûts et de la liberté de l'éditeur, d'autres publications: des textes littéraires, des ouvrages historiques ou de la bande dessinée, et des [revues](#) (*A Contrario*, *Nouvelles Questions Féministes*, *Le Cartable de Clio*, *Les Annuelles*, *La Revue historique vaudoise*).

La diversité des choix éditoriaux traduit une volonté d'ouverture sur un public plus large que le seul monde universitaire. La constitution du catalogue s'est faite selon un développement organique, progressivement les publications se regroupent et donnent naissance à des collections, qui se mettent à exister selon leur rythme propre. L'exigence esthétique, aussi, a dès le début caractérisé les volumes publiés par Antipodes: couvertures élégantes blanc cassé, à la texture chiffon, illustrations originales, choix des polices de caractères, cahiers cousus.

A ce jour, les éditions Antipodes comptent une vingtaine de collections et publient entre 15 et 20 ouvrages par an, pour un tirage moyen de 800 exemplaires. Le catalogue compte aujourd'hui près de 250 titres.

La fabrique d'Antipodes

L'exigence et l'engagement politique de départ se retrouvent dans toutes les dimensions du travail éditorial. Donner vie à un texte, privilégier tant l'adéquation de l'objet livre au contenu que sa qualité matérielle. Chez Antipodes, trois personnes se répartissent les tâches de la maison d'édition, salariées selon une échelle 1:1, mais avec des taux d'activité différents: deux éditrices, Isabelle Henchoz (60%) et Suzanne Masliyah (40%), et un éditeur propriétaire, Claude Pahud (90%).

L'organisation du travail

privilégie la polyvalence de chacun. C'est d'autant plus indispensable que le travail d'édition s'articule en plusieurs métiers différents, allant de la lecture et du choix des manuscrits à la mise en valeur du catalogue, à la diffusion et à la promotion des ouvrages, en passant par le travail d'édition proprement dit et la collaboration avec l'imprimeur.

Sans compter la nécessaire recherche d'aides financières à la publication. Elles sont relativement importantes en Suisse, mais longues à obtenir - qu'il s'agisse de fondations publiques ou privées, des sociétés académiques, des cantons et des villes.

Une révolution multiforme et profonde

Le métier d'éditeur est devenu plus difficile depuis quelques années. Les causes en sont multiples: diminution du nombre des librairies et de la place des émissions littéraires dans les médias électroniques, franc fort et cours de l'euro - l'accès au marché français est vital pour l'édition suisse francophone, même si le taux de lecture indigène en Suisse romande est élevé en comparaison internationale.

Mais c'est évidemment la dématérialisation du livre par le passage au numérique qui a constitué le bouleversement majeur. Cette révolution remet foncièrement en cause les métiers de l'édition et

chamboule leurs modèles économiques et professionnels, sans qu'il soit possible aujourd'hui d'en évaluer la portée à moyen terme.

Un seul exemple: le [Fonds national](#) de la recherche scientifique, depuis trois ans, a choisi de conditionner l'octroi de ses subventions à la mise en *open access*, deux ans après leur parution, des publications qu'il soutient. Les effets de cette décision pourraient, à terme, se révéler lourds de conséquences si ce changement n'est pas accompagné. Et ce d'autant qu'il n'y a plus guère d'économies possibles pour l'éditeur qui veut maintenir un niveau élevé de qualité. Il n'empêche, les éditions Antipodes sont entrées rapidement dans l'ère numérique et leurs responsables suivent de très près les évolutions techniques en ce domaine.

Il semble, aux dernières nouvelles, que le livre papier se maintient bien par rapport à sa version numérique. Aux USA, après des débuts en fanfare, la progression du livre numérique s'est fortement ralentie et, fin 2015, on a assisté à un renversement de tendance et à une [baisse d'un tiers du marché](#) (de 30% à 20%). Dans le canton de Genève, selon [l'enquête](#) réalisée pour le Service cantonal de la culture (avril 2016), s'agissant de l'édition non spécialisée, seules 26,4% des personnes

interrogées lisent des livres numériques (dont 13,3% rarement).

Le livre dans la cité

Pour Claude Pahud et ses deux collègues, le livre s'inscrit dans la vie publique et citoyenne, où il a vocation à jouer un rôle culturel et politique. Dans cette perspective les éditrices et éditeurs ont choisi de mettre sur pied des [occasions de rencontre](#) autour d'ouvrages qu'ils publient. Mentionnons en particulier un Café des sciences sociales qui propose, trois à quatre fois par an, une rencontre des lectrices et des lecteurs avec deux ou trois auteurs maison autour d'une thématique commune à leurs publications. Une [Association des amis d'Antipodes](#) a également été créée et réunit des lecteurs intéressés à la vie de la maison d'édition et désireux de la soutenir.

Par ailleurs, le [Cran littéraire](#), groupement d'éditeurs lausannois, organise régulièrement, au cinéma Bellevaux, des performances autour de certains des ouvrages publiés par leurs maisons.

Antipodes. Une maison d'édition dont le nom sonore suggère l'appel du large, de l'ailleurs ou de l'inconnu; et qui, au-delà du paradoxe apparent - le catalogue est bien ancré dans la réalité sociale - en exprime clairement l'exigence de liberté et de découverte.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Stratégie énergétique 2050: d'abord un grand élan

<https://www.domainepublic.ch/articles/17366>

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2013/6771.pdf>

<http://www.udc.ch/tasks/render/file/?method=inline&fileID=F3741359-2821-4C26-A4FCCC41A28CC68A>

http://www.plr.ch/images/stories/Dokumente/papiersdeposition/20121115_PP_Position_PLR_Energiestrategie_f.pdf

<http://www.tdg.ch/economie/argentfinances/economiesuisse-predit-chute-pib-depassant-20/story/13499709>

Ne pas ouvrir la boîte de Pandore

<https://www.domainepublic.ch/articles/31218>

<https://www.domainepublic.ch/articles/29464>

<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/securite-sociale.gnpdetail.2016-0549.html>

Journalisme «d'information»: nous sommes-nous fourvoyés?

<http://pages.rts.ch/la-1ere/programmes/tribu/8339182-tribu-du-09-02-2017.html>

Quand les Etats-Unis découvrent la TVA

<https://qz.com/888091/this-is-the-republican-plot-to-kill-the-us-corporate-income-tax-as-we-know-it/>

<https://www.treasury.gov/resource-center/tax-policy/tax-analysis/Documents/Average-Effective-Tax-Rates-2016.pdf>

<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/industrie-services/commerce-exterieur/bilan-commercial-importations-exportations.html>

Les éditions Antipodes: le livre dans la cité

<http://www.antipodes.ch>

<http://www.librairiebasta.ch>

<http://www.enbas.net>

<http://www.distinction.ch>

<http://campiche.ch/pages/oeuvres/avezvous.html>

<http://www.antipodes.ch/revues>

<http://www.snf.ch/fr/encouragement/infrastructures/editions/Pages/default.aspx>

<https://www.actualitte.com/article/monde-edition/usa-les-editeurs-vendent-10-d-ebooks-de-moins/60728>

<http://ge.ch/culture/une-etude-sur-les-achats-de-livres-des-romands-publiee>

https://www.facebook.com/pg/antipodes.ch/events/?ref=page_internal

<http://www.antipodes.ch/amis-des-editions-antipodes>

<http://lecranlitteraire.net/>